

Raymond Aron, avocat de l'atlantisme

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

par Denis Boneau

Durant la Guerre froide, Raymond Aron fut l'un des principaux relais intellectuels de la diplomatie culturelle des États-Unis en France. Pendant plus de trente ans, il a participé activement à plusieurs opérations d'ingérence pilotées par les services secrets états-uniens. Il a ainsi contribué au succès idéologique du Congrès pour la liberté de la culture. Ami de Friedrich von Hayek, conseiller de Kissinger, il a su créer, dans le sillage de son action intellectuelle, une véritable école de pensée, libérale, anticommuniste et atlantiste dont la Fondation Saint-Simon constitue l'un des avatars.

21 octobre 2004

Thèmes : Action secrète : renversement de gouvernement, guerre psychologique...

Né en 1905, Raymond Aron appartient à une vieille famille juive alsacienne. Un de ses lointains parents soignait Louis XIV. L'arbre généalogique de sa famille révèle par ailleurs des liens de parenté avec Émile Durkheim, père de la sociologie française, et son neveu, l'anthropologue Marcel Mauss. Normalien, camarade de promotion de Sartre, Canguilhem et Nizan, Raymond Aron est socialiste et pacifiste. Il participe sans éclat à la vie politique estudiantine du Quartier latin des années 20. Il part en Allemagne où il exerce la fonction de lecteur à l'université de Cologne ; il est ensuite recruté par l'Institut français de Berlin. Il assiste à la montée de l'antisémitisme et à la prise de pouvoir d'Adolf Hitler. En 1933, il rentre en France et est accueilli par le Centre de documentation sociale dirigé par Célestin Bouglé. Le hasard veut qu'il succède à Marcel Déat, futur fondateur du Rassemblement national populaire, mouvement collaborationniste sous l'Occupation. Le Centre, installé rue d'Ulm, reçoit des crédits de la Fondation Rockefeller. Raymond Aron y noue des relations avec Robert Marjolin, un économiste formé aux États-Unis grâce à une bourse obtenue par Rist et Bouglé, les deux contacts permanents de la Fondation Rockefeller en France¹.

Premiers pas à Londres

Après la démobilisation, Aron quitte la France pour s'installer à Londres. Dès son premier séjour, il rencontre par l'intermédiaire de son ami Robert Marjolin l'équipe de Jean Monnet. Il est ensuite recruté par André Labarthe, chargé par le général de Gaulle de créer une revue de la Résistance : *La France libre* dont Aron devient l'un des rédacteurs les plus dynamiques. La revue lui permet de développer des idées qui vont être le leitmotiv de son engagement politique durant la Guerre froide. Dans un article de 1944, Raymond Aron donne une forme primitive à la rhétorique anti-totalitaire qui deviendra le discours quasi-officiel de l'intelligentsia anticommuniste. Les trois grands courants « païens » de la période contemporaine, le socialisme, le communisme et le nazisme, sont ainsi désignés comme trois représentations de l'idéal-type de « religion séculaire ». Aron se distingue surtout en critiquant ouvertement le général de Gaulle, notamment dans un article de 1943 intitulé *L'ombre de Bonaparte*. Les rapports qu'il entretient avec Labarthe sont cordiaux. Ce que ne sait pas encore Aron, c'est que le responsable de *La France libre* sera plus tard suspecté, notamment par l'atlantiste Henri Freney, d'être un agent soviétique appartenant au réseau Harry Robinson.

À Londres, Raymond Aron rencontre des futurs alliés de la Guerre froide. Il fréquente assidûment le Reform club animé par Lionel Robbins et Friedrich von Hayek qui prépare la construction de la Société du Mont Pèlerin. Karl Mannheim lui propose un poste à la London School of Economics and Political Studies, prestigieux bastion des libéraux (Mises, Hayek) financé par la Fondation Rockefeller. L'engagement d'Aron dans le mouvement gaulliste durant la guerre n'est pas assez intense pour lui valoir les faveurs du général qui n'apprécie pas les critiques formulées par le jeune intellectuel. Aron voit Vichy comme « *une parenthèse dans l'histoire* » et n'a jamais condamné la Révolution nationale. Il se fit dans sa vie, à plusieurs reprises, le

¹ « EHESS : les sciences sociales françaises sous perfusion de la CIA », par Bertrand Chavaux, Voltaire, 7 juillet 2004.

défenseur des pétainistes, notamment lors de la polémique suscitée par le livre de Bernard-Henri Lévy, *L'idéologie française*. Pour Aron, « *Traîtres les collaborateurs, oui ; traîtres les tenants de la Révolution nationale, certainement non. Ceux qui regrettent aujourd'hui à froid que l'épuration n'ait pas frappé tous les tenants de la Révolution nationale en tant que tels se conduisent en fauteurs de guerre civile. Même en 1941, je ne m'abandonnais pas à ces passions basses* »².

Journalisme et politique

À la Libération, déçu par ses échecs universitaires, Raymond Aron s'investit dans des activités journalistiques et politiques. Il écrit dans *Point de vue*, *Combat* et surtout le *Figaro* dirigé par Pierre Brisson, ancien collaborateur de Lucien Romier mort durant la guerre après avoir été ministre de l'État français³ en 1943. La ligne politique du *Figaro* est ouvertement pro-états-unienne. Anticomuniste, en faveur de l'Alliance atlantique et de la construction européenne, Raymond Aron acquiert dans les colonnes du journal une légitimité intellectuelle indiscutable. Il est l'une des quatre grandes signatures avec André Siegfried, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, François Mauriac qui le suit au Congrès de la liberté de la culture et André François-Poncet qui remplace le général Koenig comme chef des autorités d'occupation puis ambassadeur auprès de la République fédérale d'Allemagne.

Il connaît parallèlement sa première expérience politique en devenant à la Libération le directeur de cabinet du ministre de l'information, André Malraux. Il travaille avec Jacques Chaban-Delmas, Manès Sperber et Jean Lecanuet. Il commande des sondages à l'IFOP, récemment créé par Jean Stoetzel, un ancien de la Fondation Alexis Carrel⁴. En 1947, il adhère au RPF. Aux assises de Lille, il est chargé d'une intervention sur ce que le général appelle « *l'association* » (le partage capital/travail au sein de l'entreprise), concept clé de la « *troisième voie* » économique revendiquée par de Gaulle.

Guerre froide et réflexion politique

La pensée politique de Raymond Aron est profondément enracinée dans le contexte historique de la Guerre froide. Le principal objectif de ses publications consiste à rallier les intellectuels neutres, c'est à dire n'appartenant pas au Parti communiste mais manifestant une sympathie pour l'idéologie marxiste, ce qu'Aron désigne lors d'une communication à la Société du Mont Pèlerin « le préjugé favorable à l'Union soviétique ». L'*Opium des intellectuels* témoigne de cette volonté de convaincre la gauche non-communiste. Aron, inspiré par les thèses des New York Intellectuals, y annonce la fin des idéologies et exhorte les intellectuels à rompre avec le socialisme.

Défenseur de la liberté dans le monde face à des partis communistes qui « *avec ou sans internationale, avec ou sans Kominform, représentent une conspiration permanente, destinée à ouvrir une voie à l'impérialisme russo-soviétique* », les États-Unis représentent pour l'auteur du *Grand schisme l'empire bienveillant en guerre pour la liberté* : « *La classe dirigeante des États-Unis n'a pas souhaité l'hégémonie qui lui est échue dès que le potentiel industriel de la République américaine s'est transformé en force militaire [...] La diplomatie soviétique a suscité en réaction une volonté de containment, l'effort pour arrêter l'expansion du rival, elle n'a pas suscité une volonté de domination, à moins d'employer ce terme pour désigner l'effort pour élargir la zone ouverte aux échanges libres* »⁵.

Raymond Aron agit comme le relais intellectuel de la diplomatie états-unienne en France. Ami et conseiller d'Henry A. Kissinger qui le considère comme son maître à penser⁶ et de George Kennan, père de la doctrine du containment, Aron est incontestablement le meilleur appui dont disposent les services culturels états-uniens en France.

² Raymond Aron, *Mémoires, 50 ans de réflexion politique*, Julliard, 1983, p. 175.

³ « L'État français » est le nom donné par Philippe Pétain au régime de dictature administrative qu'il constitua après avoir abrogé la République.

⁴ « *Uriage, l'école des cadres de la Collaboration* », par Denis Boneau, Voltaire, 23 avril 2004

⁵ Raymond Aron, *Le Grand schisme*, Gallimard, 1948. p. 25

⁶ « *Personne n'a eu sur moi une plus grande influence intellectuelle. Il fut un critique bienveillant lorsque j'occupais des positions officielles. Son approbation m'encourageait, les critiques qu'il m'adressait parfois me freinaient* ». Citation d'Henry Kissinger, site de Catallaxia, Libéralisme alternatif.

Raymond Aron, le chef de file français du Congrès pour la liberté de la culture.

En juin 1950, à Berlin, Melvin Lasky organise la première réunion internationale de ce qui deviendra le Congrès pour la liberté de la culture⁷. L'initiative est soutenue par des intellectuels anticommunistes rassemblés dans « *un comité non-officiel et indépendant* » dont Aron est membre. La réunion de Berlin aboutit à un embryon d'organisation : Arthur Koestler écrit *Le Manifeste aux hommes libres* et un texte rédigé par Henri Frenay prévoit la création d'un comité international doté d'un secrétariat permanent et de comités nationaux. Dès novembre 1950, cinq suppléants sont nommés afin de compléter la liste des membres du comité exécutif. À cette occasion, Raymond Aron entre dans les instances dirigeantes du Congrès pour la liberté de la culture. Il en devient rapidement l'une des personnalités les plus influentes. Il est proche de Michaël Josselson⁸, intermédiaire entre la CIA et les intellectuels, et ses livres - notamment *Le Grand schisme*, *L'Opium des intellectuels* et *Les Guerres en chaîne* - constituent des ouvrages de référence pour l'intelligentsia anticommuniste.

Aron implante solidement le Congrès en France et contribue à diffuser les thèses des New York Intellectuals en permettant la traduction de *L'Ère des organisateurs*, manifeste de l'organisation écrit par son ami James Burnham. Il est sollicité pour organiser ou participer à plusieurs réunions parrainées par le Congrès. En 1954, lors des Journées d'études de Nice, sa communication s'intitule « *Visages du communisme en France et en Italie* ». Très impliqué dans les activités du Secrétariat international pris en main par Josselson et Nabokov, deux anciens officiers des services culturels de l'armée américaine à Berlin, Raymond Aron prépare la Conférence de Hambourg avec Sidney Hook et Jacques Enock. Lors de ce meeting, Aron présente un exposé sur « *Les concepts de vérité de classe et de vérité nationale dans les sciences sociales* » et est désigné membre du Comité Science et Liberté, un organisme dépendant du Congrès constitué de quatorze personnalités. Il prépare ensuite, avec Josselson, Nabokov, Polanyi, Jouvenel et Kristol, la Conférence de Milan : « *L'avenir de la liberté* ».

1955 est une année décisive pour Aron puisqu'il est l'un des intellectuels centraux de la conférence de Milan mais aussi parce que, la même année, il est nommé à la Sorbonne et il publie *L'Opium des intellectuels*, véritable charge contre les penseurs prosoviétiques. De cette conférence émerge un nouvel organe du Congrès : le Comité des séminaires dont Aron est logiquement l'une des chevilles ouvrières. Dans un premier temps, Daniel Bell, un sociologue de l'université de Columbia récemment arrivé en France, coordonne les activités du Comité comprenant Aron, Jouvenel, Polanyi et Edward Shils (de la London School of Economics).

Raymond Aron remplace Bell à la tête du comité des séminaires et lance le projet des colloques de Rheinfelden. La publication des communications des colloques de Septembre 1959 est assurée par Jean-Claude Casanova, futur patron de l'ultra aronienne revue *Commentaire* et par Pierre Hassner. À Naples, Aron préside le colloque international et présente une réflexion sur le « *Développement social et économique des pays méditerranéens* ». Le dixième anniversaire du Congrès, symbolisé par la réunion de 1960, rend évident le succès de la stratégie de conquête idéologique de Raymond Aron. De nouveaux intervenants comme Edgar Morin, Georges Friedmann ou Jean-Marie Domenach illustrent la victoire de la rhétorique antitotalitaire⁹.

Le scandale de 1967 qui révèle le financement du Congrès par la CIA entraîne le désengagement brutal de Raymond Aron. Pourtant, loin de condamner l'entreprise, Aron accepte de superviser la construction d'une nouvelle organisation financée par la Fondation Ford, l'Association pour la liberté de la culture¹⁰. Mais, devant l'ampleur du scandale en France, il refuse l'offre. François Furet, Michel Crozier et d'autres intellectuels remplacent Aron qui présidera, après le scandale, seulement deux séminaires : un à Venise, « *L'historien entre l'ethnologue et le futurologue* », et l'autre à Bonn, « *International politics and the future of european-american relations* ».

Malgré son retrait, Raymond Aron accepte de devenir le président d'honneur du Committee for the Free World, projet supervisé par Midge Decter, épouse de Norman Podhoretz, le rédacteur en chef de *Commentary*, et financé par les fondations conservatrices Olin, Scaife et Smith Richardson.

Revenant sur le Congrès dans ses *Mémoires*, Raymond Aron estime que, la fin justifiant les moyens, ce fut une expérience politique nécessaire et positive : « *Aurions-nous toléré le financement de la CIA, si nous*

⁷ « *Quand la CIA finançait les intellectuels européens* », par Denis Boneau, *Voltaire*, 27 novembre 2003.

⁸ « *Michaël Josselson, d'origine estonienne, fut le créateur du Congrès [...]. Il nous a trompés, pourrions-nous dire, et il l'aurait reconnu si nous avions discuté du fond avec lui [...]. Je garde pour lui considération, estime [...]. Il était plus et autre chose qu'un agent de services secrets. Intellectuel doué du sens de l'action, il porte la double responsabilité de la réussite du Congrès et du mensonge originel* ». Raymond Aron, *Mémoires*, p. 238-239.

⁹ Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme, Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris, 1950-1975*, Arthème Fayard, 1995.

¹⁰ « *La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA* », *Voltaire*, 5 avril 2004.

l'avions connu ? Probablement non, bien que ce refus eut été en dernière analyse déraisonnable [...]. Le Congrès ne pouvait accomplir sa tâche - et il l'accomplit que par le camouflage ou même, si l'on veut, le mensonge par omission »¹¹.

Un universitaire conservateur

Parallèlement à cet intense engagement politique, Raymond Aron acquiert des positions dominantes dans l'espace universitaire. En 1955, il est nommé à la Sorbonne. En 1961, grâce au soutien financier de la Fondation Ford, il crée le Centre de sociologie européenne qu'il dirige avec son assistant, un certain Pierre Bourdieu. Le jeune sociologue organise les recherches de Sociologie de l'éducation et de la culture. La rupture entre Bourdieu et Aron intervient après la publication du livre *Les Héritiers* qui deviendra quatre ans plus tard une œuvre de référence pour les étudiants contestataires.

La « trahison » de Pierre Bourdieu n'empêche pas Aron de consolider son emprise sur l'intelligentsia libérale qui se presse pour assister à ses séminaires à la Sorbonne, puis à l'École des hautes études en sciences sociales et au Centre de sociologie européenne : Pierre Hassner, Jean-Claude Casanova, Jean Baechler, Annie Kriegel, Alain Besançon, Pierre Manent, François Bourricaud, Georges Liébert, Jérôme Dumoulin. Réseau qu'il mobilise en mai 68 afin de contrer la « *petite révolution* » et plus tard pour remplacer *Preuves*, la revue officielle du Congrès pour la liberté de la culture.

Durant les événements de mai-juin 68, Raymond Aron symbolise la réaction conservatrice hostile au « *carnaval étudiantin* ». Il a su fédérer autour de lui un pôle conservateur. Le 30 mai, il salue la fin des émeutes par un « *Vive de Gaulle* » de soulagement et défile, avec son ami et allié, Kostas Papaioannou, sur les Champs-Élysées. Le 11 juin, il lance dans les colonnes du *Figaro* un appel à la fin de la grève et à la reprise des cours. Le 19 juin, il publie une série d'articles intitulés « *La crise de l'université* » et crée un Comité de défense et de rénovation de l'enseignement français, dont la mission est d'organiser la reprise des cours et la tenue des examens. Ce Comité improvisé comprend, dans un premier temps, une équipe réduite de collaborateurs proches d'Aron : des anciens du Parti communiste comme Emmanuel Le Roy Ladurie et Annie Kriegel rejoignent pour l'occasion Alain Besançon, Kostas Papaioannou, Jean Baechler... Le 21 juin, le Comité se réunit pour la première fois : François Bourricaud, Michel Crozier (alors professeur à l'université de Nanterre), Raymond Boudon et Julien Freund en deviennent les principaux relais au sein de l'université parisienne. Pour Aron, le pouvoir ne doit pas reculer face à ce qu'il désigne comme « *le terrorisme du pouvoir étudiant* ».

Son attitude hostile à la contestation lui vaut d'être interdit de parole rue d'Ulm, ses soutenances de thèse sont parfois interrompues... Cible privilégiée des « *enragés* », Aron subit aussi la critique de son ancien camarade de l'École Normale, Jean-Paul Sartre qui appelle à faire tomber « *les Bastilles de Aron* ». En août, il publie *La Révolution introuvable*, violente attaque contre les révoltés de mai 68.

Les héritiers de Raymond Aron

À la fin des années 70, Raymond Aron a rompu avec le Congrès pour la liberté de la culture dont la revue officielle, *Preuves*¹², est moribonde. Il s'agit pour le vieux libéral de construire une nouvelle tribune académique. La revue *Contrepoint* dirigée par l'un des ses fidèles, Georges Liébert, accueille de 1970 à 1976 de nombreux disciples de l'école aronienne comme Pierre Manent. Mais, *Commentaire* va constituer la tribune idéale pour Aron. Créée en 1978, supervisée par Jean-Claude Casanova, la revue est le digne successeur de *Preuves*. Des traductions d'articles d'*Encounter* et de *Commentary* témoignent de la fonction de *Commentaire* dont certains exemplaires sont diffusés à l'Est, notamment en Pologne. La convergence des intellectuels de *Commentaire* et de la revue *Le Débat* donne naissance en 1981, sous l'impulsion de

¹¹ Raymond Aron a réussi, en France, à imposer cette interprétation de son engagement dans les activités du Congrès pour la liberté de la culture. Notons que la version états-unienne du travail de Frances Stonor Saunders, *The CIA and the world of arts and letters, The cultural cold war*, est plus affirmative. Elle indique que « *Aron felt deeply compromised by the exposure of the Congress as a CIA front, though it is alleged he had been in on the secret for years* », phrase sensiblement modifiée lors de la traduction de l'ouvrage en français politiquement correct : « *Aron se sentit gravement compromis quand fut révélé que le Congrès servait de couverture à la CIA, mais certains pensent qu'il était au courant depuis des années* ». In *Qui mène la danse ?*, de Frances Stonor Saunders, Éditions Denoël, 2003.

¹² De 1951 à 1966, Raymond Aron publie une cinquantaine d'articles dans *Preuves*, la revue de François Bondy, ainsi qu'une trentaine de traductions pour *Der Monat* et *Encounter*.

François Furet et de Pierre Rosanvallon, à la Fondation Saint-Simon, véritable think tank pro-états-unien de l'après-Guerre froide¹³.

Le 17 octobre 1983, Raymond Aron témoigne en faveur de son ami Bertrand de Jouvenel accusé de « nazisme ». Le vieux philosophe déclare : « *C'est vrai que nous, les hommes de cette génération, nous étions désespérés de la faiblesse des démocraties. Nous sentions venir la guerre. Certains ont rêvé de quelque chose d'autre, qui supprimerait cette faiblesse* ». Jouvenel a effectivement, durant les années 30, rêvé d'un nouveau régime. Voyant en Hitler un Guide économique, il a adhéré au Parti populaire français de Doriot. Recruté par les services de renseignements, il a ensuite espionné son ancien ami Otto Abetz. À la Libération, il fonde avec Rueff et Hayek l'ultra-libérale Société du Mont Pèlerin¹⁴ et est fortement impliqué dans les activités du Congrès pour la liberté de la culture¹⁵.

La défense de son ami Jouvenel fut la dernière déclaration publique de Raymond Aron qui meurt d'une crise cardiaque dans la voiture qui l'attendait à la sortie du tribunal.

Denis Boneau

Note : Ce document n'engage que son auteur et en rien le site Internet *Lutte de classe*.

¹³ « *La face cachée de la Fondation Saint-Simon*, par Denis Boneau, Voltaire, 10 février 2004.

¹⁴ « *Friedrich von Hayek, pape de l'ultralibéralisme* », par Denis Boneau, Voltaire, 4 mars 2004.

¹⁵ Son principal héritage est le groupe Futuribles, une organisation internationale de prévision économique créée grâce aux crédits de la Fondation Ford.